

Descente de police au Molodoï : Solidaires Alsace dénonce une tentative d'intimidation !

Ce lundi 18 mai 2026, le Centre Autonome Jeune Molodoï à Strasbourg a fait l'objet d'une descente de police. Une vingtaine de policiers et une inspectrice du travail se sont présentés pour un « contrôle administratif » au moment où se tenait un atelier de boxe organisé par l'Action Sportive Libertaire. Les identités ont été relevées même si aucune infraction n'a été constatée.

L'Union syndicale Solidaires Alsace dénonce cette opération de police ordonnée par le Procureur de la République tant dans ses raisons, toujours inconnues à ce jour, que dans l'ampleur des moyens déployés.

Le CAJ Molodoï est une salle, mise à disposition d'associations, qui fait vivre les principes politiques de l'autogestion depuis le milieu des années 1990, tout en s'affirmant comme actrice des mouvements sociaux. Ainsi, Molodoï accueille de nombreux concerts de soutien contre la répression, pour des caisses de grève ou encore de soutien aux luttes locales et internationales. Depuis plus de 30 ans, le Molodoï, et plus récemment l'Action sportive libertaire, luttent contre la marchandisation de la culture, du sport et de la solidarité en s'efforçant de maintenir des prix accessibles pour tous les publics en particulier ceux des classes populaires.

Une telle opération de police interroge forcément d'autant que les pouvoirs publics ne font pas preuve d'autant de zèle et ne déploient pas autant de moyens pour contrôler les patrons qui ne respectent pas les droits des travailleur·euse·s, fraudent le paiement des cotisations sociales, licencient alors qu'ils font des bénéfiques, ou obligent leurs salarié·es à travailler le 1er mai.

Cette opération de police est d'autant plus choquante qu'elle s'accompagne de l'inspection du travail. La même, qui a subi d'énormes pressions pour la dissuader de faire son travail en allant contrôler le volontariat des salarié·es le 1er mai dernier, est aujourd'hui instrumentalisée pour contrôler un lieu alternatif. Alors que la France est l'un des pays d'Europe qui compte le plus de mort·es au travail, les pouvoirs publics font le choix de s'en prendre aux acteurs culturels et associatifs qui font vivre des principes anticapitalistes et de lutte contre les discriminations, au lieu de contrôler plus sévèrement ceux qui mettent en dangers les vies des travailleur·euses.

Solidaires Alsace apporte son soutien aux personnes légitimement choquées par cette opération, à l'Action sportive libertaire et au Molodoï suite aux pressions exercées par les pouvoirs publics dans le cadre de ce qui s'apparente à une opération d'intimidation et d'atteinte aux libertés associatives.